UNE OPÉRATION COUP-DE-POING DE GRANDE ENVERGURE Y A ÉTÉ ENGAGÉE

Tizi-Ouzou respire

Est-ce la fin de l'incroyable désordre qui a régné en maître absolu à Tizi-Ouzou de longues années durant ? C'est la question que se pose la population de la capitale de la Kabylie depuis jeudi, lorsque le centre-ville a été littéralement envahi, très tôt le matin, par des centaines de policiers entre éléments des BMPJ, des URS et même de la police scientifique.

Une impressionnante sortie sur le terrain qui a laissé sans voix une population prise en otage depuis pratiquement dix années par des centaines de jeunes et de moins jeunes, venus même des wilayas limitrophes, qui ont trouvé en les rues de Tizi-Ouzou un terrain propice pour donner au commerce informel sa plus hideuse expression puisque des baraques en guise de magasins ont été érigées sur des pans entiers de ce qui constituait les trottoirs du centre-ville de Tizi-Ouzou autrefois, gagnant chaque mois, depuis des années donc, un peu plus de terrain sans que cela interpelle aucune autorité. Les mauvaises langues affirmaient ouvertement que c'était le prix qu'on voulait, en haut lieu, faire payer à une ville, et à travers elle toute la wilaya, pour avoir osé troubler l'ordre établi.

Le commerce informel et ce qu'il charrie tout autour, particulièrement la délinquance sous toutes ses formes, a fait que la ville qui devait servir de vitrine à la wilaya, voire la région, est devenue une place à éviter. C'est, apparemment, ce à quoi on s'est attelé à réparer désormais. C'est dans le souci d'engager «la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes et de garantir la sécurité des personnes et des biens» que cette opération coup-de-poing de grande envergure a été lancée, affirmait-on hier à la Sûreté de wilaya à travers un communiqué de presse.

Le nettoyage, dans tous les sens du terme, a concerné les places fortes du trabendo au centre-ville de Tizi où une certaine tension régnait du fait que beaucoup craignaient la réaction des «commerçants» délogés. Mais l'impressionnant dispositif mis sur pied a, de toute évidence, beaucoup donné à réfléchir.

Selon les services de police, 93 personnes ont été interpellées et 26 «magasins» ont été détruits lors de cette sortie on ne peut plus musclée. Et pour répondre aux sceptiques qui craignaient que l'initiative ne soit que conjoncturelle, à la cellule de communication de la police on affirme que l'opération de jeudi s'inscrit dans la continuité.

M. Azedine

CONSTANTINE : GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE LA RÉSIDENCE UNIVERSITAIRE N'SOUMER

Le torchon brûle entre la DOU et les instances syndicales locales

Rien ne va plus entre la direction de la cité universitaire Fatma-N'soumer et les travailleurs. «L'incompréhensible opposition», affichée par la direction, à l'existence d'une section syndicale autonome a fini par pousser les travailleurs à bout.

Jeudi, ils étaient nombreux à répondre au mot d'ordre de grève de trois jours lancée par leur section syndicale affiliée au Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap).

Seule revendication des protestataires : «Le respect de leur choix en matière de représentation syndicale, notamment l'arrêt immédiat de toute forme d'intimidation et autres menaces pratiquées par l'administration de la cité et la Direction des œuvres universitaires, ouest (DOU El Khroub). Une administration qui, faut-il le souligner, refuse de reconnaître la section syndicale en question.

«Rien ne peut expliquer l'opposition de l'administration à l'existence d'une section syndicale issue du libre choix des travailleurs. D'autant plus que le pluralisme syndical est garanti par la Constitution et la loi», relèvent les protestataires. Il convient à ce titre de rappeler que la section syndicale de la résidence universitaire Fatma N'soumer, non reconnue par la direction de la cité, a été installée par le bureau de wilaya de Constantine du Snapap, le 13 avril dernier. Aussi, l'assemblée générale élective du bureau de la section a été tenue, ce jour-là, à même le sol, dans la cour de la cité à la nouvelle ville Ali-Mendjeli. L'administration aurait refusé de mettre à la disposition des travailleurs une salle pour tenir leur assemblée. Selon le coordinateur de wilaya de Constantine du Snapap, 120 travailleurs sur les 200 formant le personnel de la résidence ont entériné leur adhésion au bureau élu de la section.

Auparavant, mercredi, les travailleurs avaient observé deux sit-in de protestation devant la résidence et le cabinet du wali pour réclamer, notamment, «le respect de leur droit constitutionnel au libre exercice syndical».

Par cette énième action, les protestataires voulaient attirer l'attention du premier responsable de la wilaya sur «les dépassements dont ils sont victimes».

Soutenus par des syndicalistes du bureau de wilaya du Snapap dont M. Belemili, membre du bureau national, les contestataires ont dénoncé les pratiques de l'administration de la résidence et de la Direction des œuvres universitaires. «Non à la hogra», «La répression de la liberté syndicale, violation de la Constitution» lit-on sur les banderoles. Reçus, dans l'après-midi, par un responsable du cabinet du wali, ce dernier leur aurait promis de se saisir du dossier. Par ailleurs, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), en proie, depuis plus d'une année déjà, à des conflits internes, ne veut pas rester hors jeu.

A travers un communiqué diffusé mercredi dans la soirée, l'union de wilaya ouest (UGTA) annonce une journée de protestation des travailleurs des résidences universitaires qui pour lundi prochain devant la DOU de Constantine. «Devant l'indifférence et le désintérêt manifeste des responsables quant à la prise en charge des doléances des travailleurs, les sections syndicales des résidences universitaires de Constantine, réunies mardi dernier sous l'égide de l'UW Ouest, ont décidé, d'un commun accord, d'observer une journée de protestation lundi.»

Outre leurs doléances d'ordre socioprofessionnel, contenues dans une plateforme de revendications de dix points, les travailleurs réclament, notamment, «une commission d'enquête ministérielle pour faire la lumière sur la gestion douteuse par la commission des œuvres sociales de l'argent des travailleurs».

Farid Benzaïd

Le nouvel incinérateur de Didouche-Mourad entrera en service début juillet

«Le nouvel incinérateur de déchets hospitaliers et pharmaceutiques de la commune de Didouche-Mourad, géré par un opérateur privé, entrera en service début juillet prochain», a indiqué, mercredi dernier, M. Bouhrid, président du bureau de wilaya de Constantine du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine, en marge d'une journée d'information. Un acquis qui permettra, précise le patron des pharmaciens d'officine de Constantine, «aux quelque 190 pharmacien une gestion plus efficace des déchets pharmaceutiques, notamment les médicaments périmés». Aussi, une convention prioritaire sera signée dès le mois de juin entre les responsables de cet incinérateur et le bureau du Snapo.

De son côté, M. Damech, directeur de la santé, a estimé que la mise en service de cet incinérateur réglera, un tant soit peu, le problème des déchets pharmaceutiques et contribuera, notamment, à la préservation de l'environnement. Il convient à ce titre de noter que Constantine dispose de huit unités d'incinération d'une capacité de combustion totale de 325 kg par heure, réparties à travers sept établissements hospitaliers. Les plus importantes en termes de capacité avec de 60 kg/h sont celles du centre hospitalo-universitaire Ben Badis.

Farid Benzaïd

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Communiqué

Notre confrère Khaled Akchout, journaliste à la Radio nationale et chef du projet de la nouvelle radio locale de Tizi-Ouzou, a fait l'objet d'une lâche agression, mercredi 11 mai 2011, sur les lieux mêmes de son travail.

Deux individus, des voyous notoires, ont fait irruption dans le bureau provisoire qu'occupe Khaled au niveau de la Maison de la culture Mouloud-Mammeri à Tizi Ouzou, munis d'armes blanches, sans qu'aucun des agents de sécurité de l'établissement en question ait daigné intervenir.

Grièvement blessé, notre confrère est astreint à un arrêt de travail de quinze jours et un traumatisme physique et moral évident.

Le plus grave est qu'il s'agit là, en plus, de récidive : un mois auparavant, les mêmes individus s'en sont pris au même confrère et pour le même motif, à savoir se faire recruter comme agents de sécurité au sein de la future radio locale.

Hautement scandalisé par ce qui est arrivé à notre confrère, le Syndicat national des journalistes exige des sanctions exemplaires à l'encontre des agresseurs d'abord, des agents de sécurité passifs de la Maison de la culture de Tizi Ouzou, ensuite.

Le Syndicat interpelle, par ailleurs les autorités locales de la wilaya de Tizi Ouzou pour assumer l'entière responsabilité quant à la sécurité de notre confrère ainsi que celle de ses proches.

P/ le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général
Kamel Amarni

BÉJAÏA

Le Salon de l'utilitaire et du service après-vente inauguré

Le Salon de l'utilitaire et du service après-vente de Béjaïa a été inauguré mercredi dernier par le wali de Béjaïa à la grande surface du Lac et se poursuivra jusqu'au 18 du mois courant.

La particularité de cette manifestation est qu'elle offre aux professionnels de la région et même des autres wilayas une panoplie de types de véhicules tant utilitaires que ceux intéressant les collectivités locales et les travaux publics. Diverses marques y prennent part, notamment VW avec différents types d'utilitaires destinés aux professionnels, une stratégie que l'on retrouve au niveau des stands de Skoda, Ford, Daewoo, Citroën, Mahindra, Toyota, Hino, Daihatsu, Vedis, la Sarl Mekbel auto et autres sociétés spécialisées dans les équipements pour collectivités locales et travaux publics.

Le caractère professionnel s'impose sur le terrain et les opérateurs signalent que les deux premiers jours étaient dominés par des échanges et les présentations des produits qui font objet de promotion.

Le cycle et motocycle a aussi sa place dans la manifestation. «C'est une nouveauté mais très sollicitée par les consommateurs, une manière de rappeler aussi la préservation de l'environnement», souligne l'organisateur RH.International Communication. Ainsi, la société Cycma de Guelma, première entreprise algérienne spécialisée dans la production du cycle et motocycle, propose une brochette de produits pour les sportifs et les enfants, dont des prototypes de deux-roues équipés pour le transport de produits frais. Tout comme Viva Motors qui se fait le plaisir de proposer des motocycles de qualité.

H. M.